

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/137

G/SCM/W/144

24 octobre 1995

(95-3234)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 octobre 1995.

Questions relatives aux pratiques antidumping

1. Au paragraphe 1 de l'article 13 du Règlement antidumping des Communautés européennes n° 3283/94 du 22 décembre 1994, il est question d'"une modification de la structure des échanges entre les pays tiers et la Communauté découlant d'une pratique, d'une procédure ou d'une activité insuffisamment motivée ou n'ayant d'autre justification économique que l'institution du droit, la preuve étant par ailleurs établie que les effets correcteurs du droit sont neutralisés en termes de prix et/ou de quantités de produit similaire et qu'il y a la preuve d'un dumping en liaison avec les valeurs normales préalablement établies pour les produits similaires".

Les autorités communautaires pourraient-elles préciser si l'expression "produit similaire" ("like or similar product") utilisée dans le règlement répond à la définition du "produit similaire" ("like product") donnée dans l'Accord? Si tel n'est pas le cas, quel est le critère applicable pour déterminer ce qu'est un produit similaire ("similar product")? La perception d'un droit sur un produit similaire est-il compatible avec l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI? La disposition en question s'appliquerait-elle également en cas de légère modification de la structure des échanges, et, si tel n'est pas le cas, quel est le critère appliqué à cet égard? Quelles sont les prescriptions en matière de détermination de l'existence d'un dommage?

¹G/ADP/N/1/EEC/1 et G/SCM/N/1/EEC/1.

2. En vertu du paragraphe 5) de l'article 14 du règlement antidumping des Communautés européennes, l'enregistrement peut être requis pour une période allant jusqu'à neuf mois. Les autorités communautaires pourraient-elles préciser si elles entendent percevoir des droits antidumping rétroactivement sur une période pouvant aller jusqu'à neuf mois? Si tel est le cas, sur quel fondement juridique s'appuient-elles?

3. Au paragraphe 7) de l'article 5 du règlement des Communautés européennes, il est question de la part de marché de moins de 1 pour cent ou de 3 pour cent ou davantage de la consommation communautaire. Quel est le fondement juridique de ces pourcentages et comment les autorités communautaires vont-elles déterminer ces parts?

4. Comment les autorités communautaires entendent-elles s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 15 de l'Accord concernant les pays en développement Membres?

Questions relatives aux subventions et aux droits compensateurs

Comment les autorités entendent-elles ménager aux Membres dont le produit peut faire l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs une possibilité de procéder à des consultations, comme le prévoit le paragraphe 1 de l'article 13 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?